

Cahier des clauses techniques communes



Life Ingénierie

Cluster 2D

P22-034-CC-PRO-COM-001-D

Commun

cea

REVISION DU DOCUMENT

Couleur	Indice	Date	Commentaires
	A	17/03/2023	1 ^{ère} émission
	B	14/04/2023	Mise à jour
	D	25/04/2023	Mise à jour suivant remarque

TABLE DES MATIERES

REVISION DU DOCUMENT	2
TABLE DES MATIERES	3
1 GENERALITES.....	4
1.1 Objet.....	4
1.2 Hypothèses.....	5
1.3 Connaissance des lieux.....	5
1.4 Pièces marchés	6
1.5 Proposition des entreprises.....	7
1.6 Contenu des prix	7
1.7 Etudes d'exécution – Plans et Fiches techniques	8
1.8 Démarches et autorisations	8
1.9 Liaison entre les corps d'état.....	9
1.10 Intempéries.....	9
1.11 Compte prorata	9
1.12 Normes et Règlements	9
1.13 Prescriptions relatives aux fournitures	10
1.13.1 Généralités	10
1.13.2 Produits de marque	10
1.13.3 Responsabilité de l'Entrepreneur.....	10
1.13.4 Agréments – Essais – Analyses	11
1.13.5 Echantillonnage	11
1.14 Ouvrages d'autres corps d'état.....	11
1.15 Protection par les Entrepreneurs.....	11
1.16 Percements – trous – réservations – rebouchages.....	12
1.17 Repérage et étiquetage.....	13
1.18 Remise en état des lieux.....	13
1.19 Sécurité et plan de prévention	14
1.20 Réunion de chantier	14
1.21 Réunion de synthèse	15
1.22 Gestion des déchets	15
1.23 Dossier des ouvrages exécutés.....	15
1.24 Garantie	15
1.25 Garantie de parfait achèvement.....	16
1.26 Garantie décennale	16

1 GENERALITES

1.1 OBJET

Le présent descriptif traite des travaux à prévoir pour la rénovation de locaux dans le bâtiment 10.05. Ces nouveaux locaux ont pour but d'accueillir certaines équipes du C5 au RDC et d'autres équipes de recherche au R+1 du bâtiment.

Le projet prend place sur le site du CEA de GRENOBLE (38) et comprendra le revamping complet de plusieurs locaux situés aux RDC et R+1 du bâtiment 10.05. Ces travaux se dérouleront dans un bâtiment en activité, les contraintes pour la continuité d'activité aux alentours devront être prises en compte pour la réalisation des travaux.



Le présent projet est découpé en de nombreuses options qui sont définies de la manière suivante :

Revamping RDC tous lots hors :

- Option 1 : Réseau N2 6.0
- Option 2 : Radier pour 2 tanks 10000 litres y compris VRD
- Option 3 : Mobilier de laboratoire neuf

Revamping R+1 tous lots hors :

- Option 4 : Remplacement des menuiseries du R+1 y compris désamiantage des menuiseries existantes
- Option 5 : Isolation par l'intérieur du bâtiment

1.2 HYPOTHESES

COM :

- Les locaux seront laissés à disposition vidés de l'ensemble des stocks actuellement en place à l'intérieur.

ELE :

- Les chemins de câble seront séparés entre CFO et CFA. En revanche le chemin de câble terminal permettant la liaison baie / machine sera unique et permettra le passage du CFO ainsi que de la régulation. Pas de perturbation électromagnétique d'après les laborantins.

SOT :

Classement UPEC			
Norme carrelage			
Certification NF (tous carreaux de sol)			
U	Résistance à l'eau	U1 à U4	<p>U2 : locaux privatifs à trafic normal</p> <p>U2s : indice intermédiaire pour locaux privatifs à trafic important ou locaux collectifs à trafic faible</p> <p>U3 : locaux collectifs à trafic normal</p> <p>U3s : indice intermédiaire</p> <p>U4 : locaux collectifs à fort trafic</p>
P	Résistance au poinçonnement	P1 à P4	<p>P2 : locaux collectifs à mobilier mobile en usage normal</p> <p>P3 : locaux sans restriction de trafic et de mobilier</p> <p>P4 : locaux soumis à toute sorte de charge fixe ou mobile</p> <p>P4s : locaux soumis à des charges très importantes et des chocs sévères</p>
E	Tenue à l'eau	E0 à E3	<p>E1 : locaux secs, à l'entretien occasionnel humide</p> <p>E2 : locaux humides ou entretien usuel par voie humide</p> <p>E3 : locaux humides en permanence et entretien à grande eau</p>
C	Tenue aux agents chimiques	C0 à C3	<p>C0 : utilisation exceptionnelle de produits ménagers</p> <p>C1 : utilisation occasionnelle de produits ménagers</p> <p>C2 : utilisation fréquente de produits ménagers</p> <p>C3 : utilisation normale de produits particuliers</p>

FLU :

- L'ensemble des réseaux auront une pression de distribution à 8bar et seront détendus en bout de ligne.

CVC :

- La disponibilité sur les réseaux EG et EDR est suffisante pour les besoins du projet.
 - EDR RDC = 35 kW
 - EDR R+1 = 14 kW
 - EG RDC = 49 kW
 - EG R+1 = 45 kW

1.3 CONNAISSANCE DES LIEUX

Les Entrepreneurs sont réputés avoir remis leur offre après :

- ✳ S'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- ✳ Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- ✳ Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- ✳ Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé, les Entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant, en quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun Entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

1.4 PIECES MARCHES

L'ensemble des documents constitutifs des Dossiers de Consultation des Entreprises sont récapitulés dans la liste des livrables réf. P22-034-LT-PRO-COM-001.

Les entreprises de tous les corps d'état sont censées connaître parfaitement l'ensemble des pièces particulières du marché énumérées aux CCTC et CCTP et les avoir vérifiées et acceptées.

En outre, les Entrepreneurs, ayant dû examiner l'ensemble des plans et des CCTP des divers corps d'état, et ayant été invités à provoquer toutes explications qui leurs sembleraient utiles, ne pourront arguer d'aucune imprécision, manque de renseignements ou erreurs pour tenter de revenir sur son prix.

L'Entrepreneur, après avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du marché, déclare que la visite des lieux et les indications fournies par les pièces sont suffisantes à la compréhension de tous les ouvrages et à leur complète exécution.

Les Entrepreneurs sont tenus de procéder à une vérification approfondie des documents qui leur sont remis en vue de l'établissement de leur prix forfaitaire et de signaler, le cas échéant, au Maître d'Œuvre, les erreurs, contradictions ou omissions qu'ils pourraient constater et pour lesquelles celui-ci communiquera sa décision en temps utile aux soumissionnaires.

Il est à ce titre précisé que les CCTP des différents lots, associés à ce document ont pour but de renseigner les entreprises sur la nature et le nombre des ouvrages à réaliser, et cela dans les principes généraux. Ils n'entendent pas traiter tous les cas particuliers qui ressortent de l'étude de détails des ouvrages, par chacune des entreprises dans la spécialité de son corps d'état.

Il est notamment précisé que les dimensions et sections d'ouvrages indiquées sur ces descriptifs ne sont données qu'à titre indicatif. Les entreprises, en accord avec le Maître d'Œuvre pourront les modifier chaque fois que les calculs en démontreront le besoin, sans toutefois et en aucune manière changer l'aspect architectural de l'œuvre, pas plus que le montant des marchés.

En cas d'erreurs ou d'imprécisions, les entreprises devront les signaler au Maître d'Œuvre qui fournira les renseignements nécessaires tant en cours d'étude que d'exécution des travaux. Les Entrepreneurs, s'ils notent des omissions à l'examen du dossier, sont priés d'en faire part aussitôt au Maître d'Œuvre et ce, dans les plus brefs délais, et en tout état de cause avant la remise de leurs offres.

Dans le cas où ces anomalies ne se révéleraient qu'après remise des soumissions, les entreprises seront tenues responsables et en supporteront les conséquences entraînées par elles-mêmes et pour les autres corps d'état le cas échéant. Le Maître d'Œuvre sera en droit d'exiger la solution la plus apte à donner satisfaction au Maître d'Ouvrage, fut elle plus onéreuse que celle découlant de l'interprétation de l'Entrepreneur.

Dans le cas de contestations ou de litiges concernant les prestations à réaliser, seul le Maître d'Œuvre a qualité pour trancher. Les entreprises acceptent et se soumettent aux décisions et arbitrages rendus.

L'Entrepreneur exécute, comme étant inclus dans son prix, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages complets de la description des ouvrages, dans le respect de l'obligation de résultat définie dans le présent dossier, et en coordination avec l'ensemble des entreprises titulaires des marchés dont les ouvrages viennent en interface avec les ouvrages décrits ci-après.

Pour la réalisation de ces ouvrages, l'Entrepreneur est tenu de respecter les dispositions techniques, géométriques et architecturales définies dans les CCTP, dans ses annexes et dans les plans. Les techniques et travaux nécessaires à l'achèvement parfait des ouvrages et dont la définition est omise dans le dossier, sont mis en œuvre par l'Entrepreneur dans le respect des obligations de résultat et des normes en vigueur. Les plans joints au dossier de consultation représentent graphiquement les principes constructifs, structurels et architecturaux, en complément au présent document. Ils constituent la définition architecturale des éléments des ouvrages, à laquelle l'Entrepreneur est tenu de se conformer : paramètres géométriques, formes et dimensions, continuités et alignements, aspect des parties visibles. Ces plans sont des plans guides et ne font pas office de plans d'exécution. Les définitions techniques détaillées qu'ils contiennent et qui vont au-delà des principes exposés dans les CCTP ne sont qu'indicatives.

1.5 PROPOSITION DES ENTREPRISES

Les entreprises consultées répondent impérativement aux solutions de base décrites. Toute variante suggérée ou libre doit recevoir l'agrément du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage de l'opération.

Les entreprises répondront sur la DPGF présentée par le Maître d'Œuvre, il est précisé que celle-ci n'est donnée qu'à titre indicatif, l'ensemble des quantitatifs notamment devra être contrôlé et validé par les entreprises en phase de consultation.

Les entreprises s'engagent à réaliser les travaux conformément au planning joint à la consultation.

Elles doivent prévoir les études nécessaires à la parfaite réalisation de leurs travaux qu'elles soumettront préalablement à leur remise de prix au maître d'œuvre pour approbation.

Elles devront prévoir dans leur prix toutes les incidences et sujétions de toute sorte découlant de ce contexte, notamment au niveau de l'organisation de leur chantier et du mode de réalisation de leurs ouvrages.

Aucune modification de leur forfait ne pourra leur être accordée pour une mauvaise appréciation de leur part.

Les propositions des entreprises devront être établies suivant dispositions décrites dans le Règlement de Consultation.

Toute offre qui ne suivrait pas cette présentation serait réputée non valable.

1.6 CONTENU DES PRIX

L'offre de l'entreprise devra inclure toutes les sujétions d'accès, de manutentions, de déplacements, d'indemnités de panier et autres.

L'Entrepreneur, en soumissionnant, reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier de l'opération concernée. Il prendra toutes les dispositions pour établir sa soumission compte tenu de celui-ci et de sa situation.

Il lui appartiendra d'étudier la réalisation du présent projet en fonction de ses impératifs.

Il est précisé que tous les travaux et fournitures qui sont le complément indispensable des ouvrages projetés, pour le parfait achèvement de l'ensemble des travaux faisant l'objet d'un lot, seront dus par l'Entrepreneur même s'ils ne figurent pas, ou ne sont pas décrits dans les pièces annexes du marché.

Le montant des prix devra intégrer notamment :

- ❖ Les études, plans des implantations, plans de détails de tous les travaux,
- ❖ L'implantation des ouvrages,

- ✧ La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché,
- ✧ Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires et suffisants à la réalisation des travaux, et à la sécurité,
- ✧ Tous les percements, saignés, rebouchages, scellements, raccords, reprises d'étanchéité, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels,
- ✧ La fixation par tous moyens de leurs ouvrages,
- ✧ L'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux et les nettoyages après travaux,
- ✧ La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception,
- ✧ La mise à jour ou l'établissement de tous les plans "tel que construit" pour être remis au Maître d'Ouvrage à la réception des travaux,
- ✧ La protection des ouvrages jusqu'à la réception,
- ✧ Les coupes et découpes à la demande,
- ✧ Le nettoyage parfait des éléments posés et des locaux en travaux,
- ✧ La protection des ouvrages contigus de ceux du présent lot.

Cette énumération n'est pas limitative. L'Entrepreneur, devant tous les travaux et fournitures nécessaires à la parfaite finition des ouvrages qui ne devront nécessiter aucune reprise d'autres corps d'état.

En règle générale, l'attributaire d'un lot devra exécuter les poses et déposes des parties ou éléments qui seront indispensables à la bonne réalisation du projet ou rendus nécessaires pour permettre le passage ou les ajustements des autres corps d'état, et ceci, jusqu'à la réception des travaux.

1.7 ETUDES D'EXECUTION – PLANS ET FICHES TECHNIQUES

Toutes les informations concernant les dimensionnements et/ou quantitatifs sur l'ensemble des pièces sont données à titre indicatif et ne sont pas valable pour exécution.

Chaque Entrepreneur établit, au titre de son marché, l'ensemble des plans d'exécution, notes de calculs, PID, schémas, analyse fonctionnelle, fiches techniques, plans de réservation, etc., et les soumet à l'avis du Maître d'Œuvre et Bureau de Contrôle au moins 4 semaines avant exécution. Il ne peut procéder à l'exécution des ouvrages qu'après les différentes approbations.

Les études d'exécution sont à la charge et sous la responsabilité des Entrepreneurs sur la base des plans et des descriptifs fournis par le Maître d'Œuvre.

Tous les plans d'exécution, maquettes, fiches techniques et autres devront être impérativement présentés au Maître d'Œuvre, Bureau de Contrôle suivant les lots concernés :

- ✧ Les maquettes d'exécution pour approbation,
- ✧ Les plans d'études et notes de calculs pour approbation,
- ✧ Les plans de fabrication avant toute réalisation pour validation,
- ✧ Les plans POE (Plans Ouvrages Exécutés) après réalisation pour règlement de son marché,
- ✧ Les PV et les fiches techniques des matériels installés.

Tous les Entrepreneurs auront à leur charge les relevés dimensionnels des ouvrages existants ou à réaliser, afin de garantir une parfaite exécution des ouvrages à réaliser.

1.8 DEMARCHES ET AUTORISATIONS

Il appartiendra aux différents Entrepreneurs d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc., nécessaires à la réalisation des travaux.

Copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au maître d'ouvrage et au Maître d'Œuvre.

1.9 LIAISON ENTRE LES CORPS D'ETAT

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- ✧ L'Entrepreneur d'un lot prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux ;
- ✧ Chaque Entrepreneur réclamera au Maître d'Œuvre, en temps voulu, toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations
- ✧ Chaque Entrepreneur se mettra en rapport, en temps voulu, avec le ou les corps d'état dont les travaux sont dépendants aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- ✧ Chaque Entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- ✧ Tous les Entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

Un tableau récapitulant les limites de prestations est joint au dossier : P22-034-TB-PRO-COM-001.

1.10 INTEMPERIES

Pour déterminer le nombre de journées d'intempéries, il sera pris en compte les arrêts de travail constatés chaque semaine avec comme unité de mesure la demi-journée. Trois critères seront analysés, le FROID, la PLUIE ou la NEIGE, le VENT.

Au début de chaque réunion de chantier, le Maître d'Œuvre demandera aux entreprises leur décompte de journées d'intempéries écoulées depuis le rendez-vous précédent.

Ce décompte sera discuté avec le Maître d'Œuvre qui tranchera définitivement et sans appel et notifiera sur le compte rendu l'unité d'intempérie, sa date et sa cause (froid, pluie, vent).

Il sera également procédé au cumul hebdomadaire des intempéries permettant une analyse précise de l'avancement des travaux par rapport au planning d'exécution. Le délai contractuel sera prolongé d'un nombre de journées égales à la différence entre le total des journées d'intempéries et nombre de journée intégrées dans le délai prévisionnel si ce solde est positif.

1.11 COMPTE PRORATA

Il n'est pas prévu de mise en place de compte prorata dans le cadre du présent projet.

1.12 NORMES ET REGLEMENTS

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française telle qu'elle se trouvera être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre, entre autres :

- ✧ Code de construction et de l'habitat
- ✧ Les Eurocodes
- ✧ Lois, décrets, arrêtés et circulaires régissant la construction
- ✧ Les Règles de l'Art Grenelle Environnement
- ✧ Normes Françaises et Européennes publiées par l'AFNOR

- ✧ Cahier des charges Documents Techniques Unifiés (D.T.U) et mémentos applicables aux différents corps d'état
- ✧ Cahier des Charges approuvé par un bureau de contrôle pour matériaux et procédés (non traditionnels et sans Avis Technique du CSTB) couvert par une assurance décennale particulière
- ✧ Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) de classe A ou B
- ✧ Justificatif d'accréditation de l'organisme certificateur
- ✧ Règlements et sécurité incendie
- ✧ Le PPRI (plan de prévention des risques d'inondation)
- ✧ Réglementation acoustique
- ✧ Recommandations des fabricants
- ✧ Spécifications professionnelles
- ✧ Cahier des Prescriptions Techniques
- ✧ Rapport de sol rédigé par le géotechnicien et ses compléments ou annexes
- ✧ Rapport amiante

Les produits ou procédés de construction non traditionnels sont justifiables de la procédure d'avis technique à caractère favorable en cours de validité ou de toute autre procédure équivalente (cahier des clauses techniques approuvé par un organisme agréé, etc.). Dans tous les cas, ils devront répondre aux contraintes du site propre au projet (notamment contraintes sismiques), devront être approuvés par le bureau de contrôle de l'affaire.

1.13 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES

1.13.1 Généralités

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre, seront toujours neufs et de première qualité en l'espèce indiquée.

La prestation comprend, la livraison sur site, le déchargement, l'amenée à pied d'œuvre et tous les moyens de levages et de mise en œuvre.

Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à "Avis Technique", l'Entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un "Avis Technique".

Pour les produits ayant fait l'objet d'une " Certification " par un organisme certificateur, l'Entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un " Certificat de qualification ".

1.13.2 Produits de marque

Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque. Les marques et modèles indiqués dans le CCTP avec la mention "ou équivalent", ne sont donc donnés qu'à titre strictement indicatif de référence.

Les Entrepreneurs auront toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité, dimensions, formes, aspects, etc.

1.13.3 Responsabilité de l'Entrepreneur

L'Entrepreneur étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par le Maître d'Œuvre, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité.

Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

1.13.4 Agréments – Essais – Analyses

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un Avis Technique du CSTB, l'Entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet Avis Technique et il devra toujours être en mesure, à la demande du Maître d'Œuvre, d'en apporter la preuve.

L'Entrepreneur sera également tenu de produire à toute demande du Maître d'Œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

A défaut de production de ces procès-verbaux, le Maître d'Œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'Entrepreneur.

1.13.5 Echantillonnage

Suivant les prescriptions techniques particulières à leur corps d'état, pendant la phase de préparation du chantier, les entreprises devront soumettre à l'examen et à l'agrément du Maître d'Œuvre, du Maître d'Ouvrage et du Bureau de Contrôle les échantillons qui seront mis en œuvre sur le chantier. Ensuite, ils seront exposés dans le bureau de chantier pour y demeurer jusqu'à la fin des travaux.

Chaque corps d'état étiquettera et numérottera ses échantillons et remettra un répertoire au Maître d'Œuvre.

Aucune commande de matériel ou matériau ne pourra être passée par l'Entrepreneur sinon à ses risques, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été faite par le Maître d'Œuvre.

1.14 OUVRAGES D'AUTRES CORPS D'ETAT

Chaque Entrepreneur, dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place ou existants, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis.

Cette prescription s'applique également aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparent, aux appareillages électriques, en plastique ou autres, etc., qui ne devront subir aucun dommage aussi minime soit-il.

Faute de se conformer à cette prescription, l'Entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences financières.

1.15 PROTECTION PAR LES ENTREPRENEURS

Chaque Entrepreneur est tenu pour responsable des ouvrages et prestations compris dans son lot et en doit la protection jusqu'à la réception. Ces protections ne pourront être enlevées sans autorisation du Maître d'Œuvre.

Les protections s'entendent pour location, pose, remaniement, maintenance, dépose et double transport.

Tous les équipements et accessoires livrés d'aspect fini devront être efficacement protégés contre les chocs, coups, rayures, etc. par et aux frais de l'Entrepreneur les mettant en œuvre. L'enlèvement de ces protections ainsi que le premier nettoyage en résultant sont assurés par l'Entrepreneur les ayant réalisées sauf accord écrit intervenu entre cet Entrepreneur et celui chargé des nettoyages avant OPR ou réception.

Ces dispositions s'appliquent également à l'ensemble des ouvrages à protéger au fur et à mesure de l'avancement du chantier, et notamment :

- Les arêtes des poteaux, voiles, bâtis, etc.,
- Les revêtements de sols,
- Les cloisons et menuiseries, vitrages, etc.

En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.

Quelles qu'en soient les raisons, les réparations, remises en état, remplacements d'ouvrages ou prestations sont toujours effectuées par l'Entrepreneur ayant réalisé l'ouvrage ou la prestation concernée.

Chaque Entrepreneur est tenu pour responsable des dommages causés à l'aspect des parements apparents des ouvrages destinés à rester bruts. En conséquence, il veille à ce que la main d'œuvre employée par lui sur le chantier n'exécute pas sur ces parements des graffitis, épaufrures, rayures ou autre. Tout manque à cette clause et non réparable sans porter préjudice à l'aspect de l'ouvrage, est sanctionné par la démolition et la réfection de l'ouvrage incriminé aux frais de l'Entrepreneur responsable.

Toutes ces réparations, remises en état, remplacements, quoique étant exécutés pendant le délai contractuel d'exécution, ne peuvent entraîner d'augmentation dudit délai.

En aucun cas les frais résultants de l'application du présent article ne peuvent être imputés au Maître d'Ouvrage.

1.16 PERCEMENTS – TROUS – RESERVATIONS – REBOUCHAGES

Dans le béton, béton armé et maçonnerie en ouvrages neufs, y compris planchers

L'entrepreneur du lot Gros Œuvre est tenu d'exécuter tous les trous de diamètre > 100mm, scellements, percements et raccords nécessités par les travaux de son corps d'état ainsi que la réservation des vides et trous qui lui seront demandés par les autres entreprises, dans les ouvrages béton et maçonnerie, sous réserve de leurs spécifications en temps opportun et l'exécution des raccords définitifs au ciment après passage de ces entreprises. Il devra également, les percements, la mise en place de tampons, pattes ou douilles, calfeutrements et raccords au ciment aux entrepreneurs des corps d'état secondaires sous réserve de leurs spécifications antérieures.

Les rebouchages y compris finition (enduit, peinture, raccord, etc.) seront à charge du lot Gros Œuvre autour des réseaux des lots techniques.

Les Entrepreneurs de ces divers corps d'état devront, en conséquence, remettre, en temps utile, les plans de repérage des trous, passages, niches, trémies, etc., au Maître d'Œuvre pour en permettre la coordination et la mise au point définitive avant de les remettre à l'Entrepreneur du lot Gros Œuvre.

Ces réservations sont ensuite reportées sur les plans BA et soumises à vérification par les différents demandeurs de réservations, à la suite de quoi, seuls les plans BA éventuellement rectifiés sont opposables aux différents intervenants.

En cas de conflit sur la réalisation d'une réservation :

- si celle-ci a été faite conformément aux plans BA validés, c'est l'entrepreneur qui a demandé la réservation qui prend en charge la rectification (perçement et rebouchement ou renfort). Les entrepreneurs des divers corps d'état devront s'interdire tous percements après coup dans les ouvrages en béton armé et, en cas de rectification, les percements et raccords seront exécutés par l'Entrepreneur du lot Gros Œuvre aux frais de l'entreprise responsable.
- si la réservation n'a pas été exécutée conformément aux plans BA, c'est le lot Gros Œuvre qui procède à sa charge à la rectification.
- si une réservation n'a pas été demandée en temps utile, le demandeur sollicite le lot Gros Œuvre et prend en charge les travaux.

Dans les cloisons

Les trous et rebouchages sont réalisés par les lots demandeurs.

Les trous et rebouchages sont exécutés par les lots Second Œuvre pour les réservations > 100x100mm ou diamètre > 100mm lorsque demandés en temps utile par les différents corps d'état.

Les rebouchages seront particulièrement soignés dans les cloisons de façon à conserver le niveau d'isolation phonique demandé. Les matériaux employés devront être compatibles avec la cloison et la canalisation traversante, ils devront être sans retrait. Si des fourreaux sont utilisés, ils sont à la charge des entreprises posant les canalisations de même que le jointoiement entre fourreaux et canalisations, des deux côtés de la cloison.

Dans les faux-plafonds

Les lots Second Œuvre doivent la réalisation de toutes les réservations demandées en temps utile en phase études par les différents corps d'état.

1.17 REPERAGE ET ETIQUETAGE

L'ensemble des installations sera repéré à la fin de l'exécution des travaux conformément aux standards du Maître d'Ouvrage exposés dans les différents CCTP.

1.18 REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au Maître d'Ouvrage, au plus tard :

Le jour de la réception des travaux

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- ✳ Chaque Entrepreneur enlèvera ses propres installations et matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais,

Il est d'autre part stipulé, que tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des Entrepreneurs, ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les Entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

1.19 SECURITE ET PLAN DE PREVENTION

L'ensembles des entrepreneurs devront assurés la sécurité de leurs intervenants et respecter les points suivants que ce soit pour leur sécurité, celle des autres lots en coactivité ou celle des utilisateurs du bâtiment.

- Santé et Sécurité au travail (articles R4121-1 à R4822-1) :

La prévention des risques liés à certaines activités ou opérations lors de travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure se doivent de mettre en œuvre les mesures préalables à l'exécution d'une opération.

- Plan de Prévention. (Article R4512-6 à R4512-12)

Avant le début des opérations et après avoir réalisé les points suivants :

- Organiser **et tracer** une inspection commune préalable ;
- Obtenir les Modes Opératoires des entreprises ;
- Arrêter les modalités d'intervention et coopération avec les différents acteurs de l'opération

Le CEA, le prestataire et ses sous-traitants procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, installations et matériels. A l'issue, les employeurs arrêtent d'un commun accord, avant le début des travaux, un plan de prévention global définissant les mesures prises par chaque entreprise en vue de prévenir ces risques. Le plan de prévention est, à minima, révisé annuellement.

Des avenants au plan de prévention global, peuvent être établis le cas échéant pour les travaux particuliers non couverts par le plan global. Ces travaux particuliers, avant la rédaction de l'avenant au PdP, devront faire l'objet d'une visite commune qui devra être tracée.

Une liste de tout le personnel intervenant sera fournie. Cette liste devra être remise à jour autant de fois que besoin et transmise à l'Ingénieur de Sécurité d'Installation.

NB : En cas de nouveaux sous-traitants en cours de travaux, il conviendra de mettre à jour le plan de prévention ainsi qu'une nouvelle visite des lieux. Cette visite devra être tracée.

1.20 REUNION DE CHANTIER

Des réunions hebdomadaires seront organisées pendant toute la durée des travaux.

Elles se tiendront au jour et à l'heure définis par le Maître d'Œuvre. L'Entrepreneur prendra ses dispositions pour assurer sa représentativité nécessaire et suffisante afin de pouvoir répondre et s'engager en séance.

Des pénalités pour retard ou absence pourront être appliquées aux entreprises ne respectant pas les convocations.

1.21 REUNION DE SYNTHESE

Des réunions hebdomadaires de synthèse seront organisées pendant la durée de préparation de chantier. Elles se tiendront au jour et à l'heure définis par le Maître d'Œuvre.

L'ensemble des entreprises prendront leurs dispositions pour assurer sa représentativité nécessaire et suffisante afin de pouvoir répondre et s'engager en séance.

Les entreprises devront la mise à disposition du personnel nécessaire, compétent et formé aux différents logiciels. Cette synthèse sera réalisée sous le logiciel REVIT (version à définir en cours de préparation de chantier).

Des pénalités pour retard ou absence pourront être appliquées aux entreprises ne respectant pas les convocations.

1.22 GESTION DES DECHETS

Chaque entreprise aura à sa charge la gestion des déchets propre à son lot.

La nécessité ou non de mise en place d'une benne de chantier sera à l'appréciation de l'entreprise. Les emplacements prévus pour la mise en place des bennes de chantier sont indiqués sur le plan d'installation de chantier.

1.23 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Le Dossier d'Ouvrages Exécutés (DOE) est à la charge de chaque Entrepreneur.

Celui-ci sera établi conformément aux dispositions du maître d'ouvrage.

1.24 GARANTIE

Toutes les installations faites par l'Entrepreneur seront garanties conformes aux règles de l'art et conformes au projet d'exécution accepté par le Maître d'Ouvrage.

L'Entrepreneur garantira :

- Pendant un an après réception, la bonne qualité et le bon fonctionnement de tout le matériel fourni, à charge pour lui de le refaire, de le réparer ou de le remplacer à ses frais. La maîtrise d'œuvre complémentaire éventuelle sera à sa charge.
- L'Entrepreneur aura la liberté de modifier ces dispositions si les modifications qu'il apporte permettent des performances supérieures à celles imposées dans le présent document.

Pendant cette période de garantie, l'Entrepreneur, indépendamment des obligations qui peuvent résulter pour lui des articles 1792 et 2270 du Code Civil (biennale et décennale) est tenu de remédier à tous les désordres nouveaux, même dans les menus travaux et de faire en sorte que l'ouvrage demeure conforme à l'état ou il était lors de la réception.

A dater de la notification des désordres, l'Entrepreneur dispose d'un délai de 60 jours pour y remédier. Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage pourra faire exécuter ces travaux aux frais, risques et périls de l'Entrepreneur défaillant, de plein droit et sans qu'il ait besoin d'une mise en demeure préalable ou tout autre formalité.

Bien que tout arrêt d'installation soit proscrit, le délai d'intervention sous garantie est de moins de 8 heures, en cas de panne empêchant l'utilisation normale de l'installation de production d'eau chaude chauffage.

L'Entrepreneur sera notamment totalement responsable des incidents ou dégradations qui pourraient se produire du fait, de la non-fourniture en temps utile, des documents d'exploitation ou du fait d'erreurs contenues dans ces documents.

Pendant un an, l'Entrepreneur sera tenu de rectifier tous les défauts de fonctionnement qui apparaîtraient, quelle que soit la nature et sous les seules restrictions mentionnées ci-dessus.

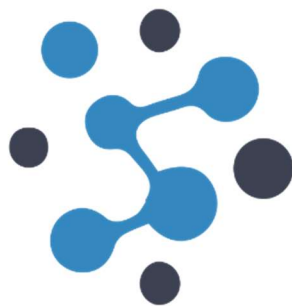
Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit, pendant la période de garantie, de procéder à une ou plusieurs séries de contrôles s'il le juge nécessaire.

1.25 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Durant un délai de 1 an à partir d'effet de la réception, dans le cadre de la garantie de parfait achèvement, l'Entrepreneur doit son intervention selon nécessité pour parfaire le fonctionnement de ses prestations.

1.26 GARANTIE DECENNALE

L'Entrepreneur du présent chapitre devra garantir ses travaux de charpente, couverture, bardage et étanchéité pendant une période de dix ans (10 ans). Aussi, tous les ouvrages proposés et exécutés feront l'objet d'une assurance en garantie décennale (attestation à fournir avant le démarrage du chantier). La responsabilité est définie par les articles du Code Civil n°1792 et 2270, cette garantie décennale commençant après la réception des travaux prononcée et verbalisée. La responsabilité s'étend, outre la charpente et le revêtement proprement dits, aux travaux accessoires compris dans le marché. Il est précisé que cette garantie dont sont exclus les tiers, oblige l'Entrepreneur à supporter, non seulement des frais de réfection des ouvrages exécutés par lui, les frais de remise en état des plafonds, de plâtrerie, peintures et autres qui seraient abîmés de son fait, ainsi que toutes indemnités en découlant.



Life Ingénierie

Concept, Design & Build

Life Ingénierie

www.life-ingenierie.com

04 28 70 71 80

contact@life-ingenierie.com

445 Rue Lavoisier,
38330 Montbonnot-Saint-Martin